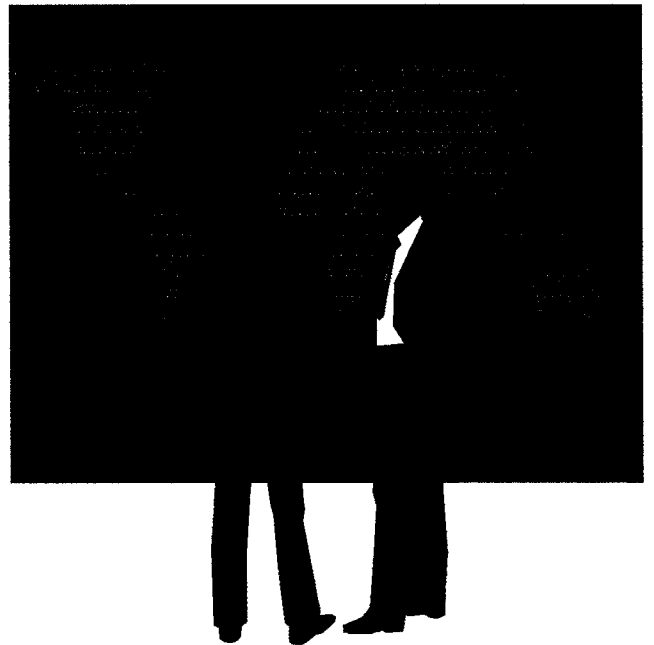


14 avril 1997

**COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE**  
Mémoire de stratégie du LTC MULLER (groupe D5)

Le plan Schlieffen, mis en application jusqu'à la première bataille de la Marne, était-il conforme aux principes de la stratégie définis par Clausewitz ?



# SOMMAIRE

	<i>page</i>
<b>Introduction</b> : rappel succinct du cadre historique (Schlieffen et son plan, Moltke, la Marne) et position de la problématique par rapport à Clausewitz et à ses principes.	3
<b>I - LE PLAN SCHLIEFFEN : UNE MANOEUVRE OFFENSIVE INITIALEMENT BIEN CONCUE, MAIS PERVERTIE PAR MOLTKE :</b>	3
<b>11 - Le caractère offensif de la manoeuvre à concevoir exigeait un rapport de forces nettement favorable aux armées allemandes sur leur aile marchante :</b>	3
<i>a) Les idées de Clausewitz par rapport à l'offensive ont été piétinées par la doctrine française de l'époque.</i>	4
<i>b) Schlieffen, à l'opposé, a tenu compte de Clausewitz : la supériorité numérique, qui n'est pas toujours obligatoire pour l'offensive, s'imposait en l'espèce.</i>	5
<b>12 - Moltke a perverti la conception initiale du plan Schlieffen, avant de l'appliquer à contre-sens :</b>	7
<i>a) Les inflexions apportées au stade de la conception.</i>	7
<i>b) Le plan Schlieffen en action, dans la version arrêtée par Moltke.</i>	8
<b>II - DEUX MANQUEMENTS DE SCHLIEFFEN A CLAUSEWITZ ONT FAIT PENCHER LE SORT DES ARMES EN DEFAVEUR DE L'ALLEMAGNE :</b>	11
<b>21 - La conception de la manoeuvre présente une relation insuffisante aux fins politiques de la guerre :</b>	11
<i>a) Schlieffen a commis l'erreur de croire que la guerre serait courte : il a méconnu l'importance de la notion de territoire en n'y voyant qu'un théâtre d'opérations.</i>	11
<i>b) La violation de la neutralité belge : elle portait en germe l'entrée en guerre effective des Britanniques aux côtés des Français et donnait un recul stratégique à l'Entente sur le front ouest.</i>	13
<b>22 - Schlieffen a accordé une attention insuffisante à la valeur des chefs militaires :</b>	14
<i>a) Schlieffen intronise Moltke, qui admet un commandement défectueux.</i>	14
<i>b) Von Kluck mis à part, Clausewitz eût tranché en faveur des chefs militaires français.</i>	15
<b>III - CLAUSEWITZ N'EST PAS L'AUTEUR D'UNE « PHILOSOPHIE DE LA VIOLENCE » QUI AURAIT INSPIRE SCHLIEFFEN :</b>	16
<b>31 - L'oeuvre de Clausewitz a été utilisée à des fins partisans :</b>	16
<i>a) Clausewitz, stratégeste adulé en Allemagne et respecté en France, a été revendiqué par les deux militarismes, le français et l'allemand.</i>	16
<i>b) Clausewitz suspecté d'être l'auteur d'une « philosophie de la violence ».</i>	17
<b>32 - Clausewitz n'a défini qu'une théorie, étayée avec précaution sur l'histoire :</b>	18
<i>a) Du danger des théoriciens d'être mal compris : difficultés du passage de la théorie à la pratique, de la science stratégique à l'art de la guerre.</i>	18
<i>b) Le rôle de l'intuition et de la bonne fortune.</i>	19
<b>Conclusion</b> : Clausewitz et Schlieffen injustement critiqués ; l'échec allemand à la Marne reflète seulement pour une faible part les erreurs d'application par le second des principes théoriques posés par le premier.	20
<b>ANNEXE</b> : Carte des opérations menées sur la Marne du 6 au 12 septembre 1914.	

## Introduction

Alors que l'embrassement de la première guerre mondiale est tout proche, les principes énoncés par Clausewitz dans son oeuvre majeure, « *Vom Kriege* », connaissent un regain de faveur et d'attention dans toute l'Europe. Victorieuse en 1866 à Sadowa et en 1870 à Sedan, la Prusse, qui a fait l'unité allemande, cherche une légitimation théorique à sa supériorité sur le terrain ; elle la trouve chez ce théoricien qui appelait Napoléon « le dieu de la guerre » tout en le détestant.

Moltke l'ancien, qui joint à des talents de stratège une réelle envergure intellectuelle, est un grand lecteur de Clausewitz. Après lui, le colonel-général comte von Schlieffen, qui dirige les manoeuvres impériales jusqu'en 1905, préface l'oeuvre du Maître. La pensée stratégique de Schlieffen domine l'Allemagne en cette époque tendue vers la guerre. Son idée fixe est d'enfermer l'adversaire dans une nasse d'acier pour le détruire. Résolu à l'anéantissement liminaire de la France, Schlieffen conçoit dès 1894 un plan ambitieux qu'il remanie en 1905 ; ce plan prévoit l'encercllement des armées françaises à l'issue d'une savante manoeuvre d'enveloppement conduite à travers la Belgique.

Le hasard d'un accident de cheval fit que Schlieffen ne mit pas son plan à exécution. Ce privilège échut au colonel-général comte Helmut von Moltke, neveu de l'homme qui, avec Bismarck, avait fondé l'empire allemand. Moltke crut utile de modifier le plan d'invasion de Schlieffen avant de le mettre en oeuvre, à partir du 4 août 1914.

Or la manoeuvre savante montée par Schlieffen échoua sur la Marne le 10 septembre 1914, au terme d'un périple qui mit au banc d'essai les principes de Clausewitz, l'application qu'en fit Schlieffen et la conduite arrêtée par Moltke. Clausewitz et Schlieffen ont été sévèrement critiqués pour cet échec, le premier pour la caution qu'il aurait apportée au militarisme allemand, et le second pour l'application vicieuse des principes de la guerre énoncés par le premier. Il semble bien que ces reproches soient, pour une large part, injustifiés.

En effet, dans sa version de 1905, le plan Schlieffen détaille une manoeuvre offensive conçue de façon remarquable. En appui sur la plupart des principes définis par Clausewitz, il conduisit pourtant l'Allemagne à l'humiliation d'une retraite imprévue. La raison de cet insuccès est à rechercher dans les inflexions apportés par Moltke ; ce dernier se révéla en outre fautif au stade de la mise en oeuvre. On peut cependant reprocher à Schlieffen de ne pas avoir véritablement relié la guerre qu'il préparait aux fins politiques poursuivies par l'Allemagne et d'avoir tenu un compte insuffisant de la valeur des chefs militaires. Néanmoins, le point de vue selon lequel Clausewitz aurait inspiré à Schlieffen une « philosophie de la violence », basée sur une stratégie d'anéantissement de l'ennemi français, paraît largement excessif.

## I - LE PLAN SCHLIEFFEN : UNE MANOEUVRE OFFENSIVE INITIALEMENT BIEN CONCUE, MAIS PERVERTIE PAR MOLTKE.

### 11 - Le caractère offensif de la manoeuvre à concevoir exigeait un rapport de forces nettement favorable aux armées allemandes sur leur aile marchante.

Dans son mémorandum de 1905, Schlieffen résumait ainsi son plan : « Il faut, par tous les moyens, en attaquant les Français sur leur flanc gauche et en direction de l'est, les acculer contre le Jura et la Suisse. Il est absolument nécessaire d'anéantir l'armée française. » L'idée originale, véritablement géniale de Schlieffen, consistait à attaquer le dispositif français non en l'abordant à l'est, comme dans les guerres précédentes, mais en le débordant et en le tournant par l'ouest et le sud, l'obligeant ainsi à livrer, après encerclement, une bataille à front renversé. Jamais, depuis Blücher et Moltke l'ancien, la France ne connut d'adversaire plus implacable. Pour systématique qu'elle fût, sa stratégie se recommandait par une rigueur extrême et une logique qui pouvaient en constituer la force et la chance de succès. Sa faiblesse aussi. Imposée à l'Allemagne et à ses dirigeants comme la seule solution possible, elle déterminait toute une orientation politique et avait pour conséquence inéluctable la violation de la neutralité belge, avec ses prolongements.

Ce plan, établi avec méthode, avec ardeur, Schlieffen ne devait pas le mettre en application. Ce fut une des chances de la France.

*a) Les idées de Clausewitz sur l'offensive et les conceptions du commandement français de l'époque.*

① Clausewitz a formulé ainsi la loi de la supériorité intrinsèque de la défensive : « *La forme défensive de guerre est en soi plus forte que l'offensive* ». S'appuyant sur l'expérience des conflits passés, Clausewitz démontre son axiome en observant que les généraux, même s'ils sont par inclination prompts à l'offensive, considèrent quand même la défensive comme la forme la plus forte puisque l'offensive n'est jamais recherchée que par des armées plus fortes. Pour lui, la supériorité de la défensive tient à quatre facteurs : l'usage du terrain, la possession d'un théâtre de guerre préparé, le soutien populaire, et l'avantage d'attendre l'ennemi.

Même tempérée par la diversité des situations concrètes, cette loi a beaucoup embarrassé ses commentateurs, souvent imprégnés de l'idéologie de l'offensive. Il en est ainsi en particulier en Allemagne où la mystique clausewitzienne s'accompagne d'un rejet ou d'une ignorance de la supériorité de la défensive. Certains mettent alors en évidence le fait que Clausewitz situait la meilleure défense dans l'offensive. Il y a là sans nul doute une déformation de la pensée du théoricien, dont la formule paraît pourtant dénuée d'ambiguïté.

Pour autant, Clausewitz n'a jamais suggéré que la guerre devait être conduite dans une optique défensive. Il n'a pas même soutenu que l'attaque ne pouvait être conçue qu'avec une supériorité numérique : selon lui, l'ascendant moral peut parfois parer aux inconvénients de la forme offensive ; or l'ascendant moral découle aussi bien de la qualité de la troupe que du talent ou du génie de son chef.

Enfin, Clausewitz affirme que « *toute attaque s'affaiblit du fait même de son avance* ». Cette règle ne signifie nullement que, dans toutes les hypothèses, on assiste à une décroissance progressive des forces attaquantes, dont le stratège devrait tenir compte au départ, lors de la conception de son plan. Clausewitz explicite en effet son point de vue en observant qu'une force militaire rencontre sans cesse des éléments qui l'accroissent et d'autres qui la diminuent, et que ce double courant se produit en offensive aussi bien qu'en défensive.

Tout l'art du chef de guerre consiste donc à discerner « le point culminant du succès », au-delà duquel les facteurs négatifs prévalent.

② A partir de 1911, un courant poussait l'intelligentsia militaire française à cent lieues des idées de Clausewitz. L'état-major vint à s'orienter vers la doctrine de l'offensive à outrance et à la répudiation du règlement de 1895, qui mettait au premier rang la prudence dans l'engagement.

La meilleure manière de se garder, professait le colonel Loiseau de Grandmaison, était d'attaquer à fond avec le maximum de moyens. L'ennemi, surpris et bousculé, ne songerait plus à attaquer. En somme, l'imprudence de l'attaque constituait la meilleure sûreté. La défensive, même partielle et temporaire, était condamnée comme une faiblesse honteuse. Grandmaison soutenait même que « ce que veut faire l'ennemi importe peu ». Or Clausewitz, à travers l'énoncé de ses lois d'action réciproques, avait clairement laissé entendre que le fait de refuser de reconnaître l'ennemi ne suffit pas à annihiler celui-ci. Nier la volonté de l'ennemi, c'est nier l'axiome fondamental de la stratégie, rappelé par Napoléon dans une maxime dictée à Sainte-Hélène : « Ne faites pas ce que veut l'ennemi, par la seule raison qu'il le désire ; évitez le champ de bataille qu'il a reconnu, étudié, et encore avec plus de soin celui qu'il a fortifié et où il s'est retranché ».

Des « vérités » du colonel Grandmaison, les enseignements d'août 1914 firent un sophisme. Mais en 1911, pour la majorité des militaires français, elles n'en étaient point un. Le nouveau règlement sur l'emploi des grandes unités affirmait alors : « L'armée française, revenue à ses traditions, n'admet plus dans la conduite des opérations d'autre loi que l'offensive... Pour vaincre, il faut rompre par la force le dispositif de combat de l'adversaire. Cette rupture exige des attaques poussées jusqu'au bout, sans arrière-pensée. Elle ne peut être obtenue qu'au prix de sacrifices sanglants. Toute autre conception doit être rejetée comme contraire à la nature même de la guerre ».

*b) Schlieffen, à l'opposé, a tenu compte de Clausewitz.*

Quoique, dans l'absolu, la supériorité numérique ne soit pas obligatoire pour l'offensive, elle s'imposait en l'espèce pour l'aile droite du dispositif allemand, compte tenu du terrain, des liaisons, de la manoeuvre. Schlieffen admettait une certaine infériorité en Lorraine et en haute Alsace, terrain connu sur lequel les vertus de la forme défensive pouvaient jouer à plein. Au reste, les effets limités d'une contre-attaque prévisible de la France dans ce secteur étaient pour lui sans véritable importance stratégique : en concepteur froid et implacable, il admettait que des provinces appartenant à l'empire allemand soient momentanément envahies pour peu que cette occupation renforçât par ailleurs les chances d'une victoire complète sur l'adversaire. On ne peut douter que Schlieffen ait fait la preuve à cet égard de la fermeté d'âme que Clausewitz reconnaît au stratège avisé : « Rien ne réussit à la guerre que ce qui a été mûrement réfléchi et conçu avec une forte volonté ».

① Au départ, lorsqu'il prend son commandement, Schlieffen conserve l'idée principale d'une attaque par l'ouest mais il n'envisage pas la manoeuvre de débordement par la Belgique, ce qui montre que sa stratégie n'était pas mûre ou que le pouvoir politique d'alors n'eût pas approuvé une stratégie qui nécessitait la violation de la neutralité belge. Dans la version initiale de son plan, forgée en 1894, Schlieffen se propose d'attaquer le dispositif français par la trouée de Stenay, au nord, et par celle de Charmes, au sud. Il acceptait ainsi le champ de bataille que Séré de Rivières, le réalisateur des lignes de fortifications françaises après la défaite de 1870, avait choisi ; il entraînait dans le jeu de ce dernier. Or l'attaque par ces

deux trouées, loin de réaliser l'encerclement du dispositif français, vouait presque fatalement les armées assaillantes à un double encerclement.

Schlieffen ne pouvait demeurer longtemps aveugle sur ce point. La géographie militaire allemande avait fait des progrès tels qu'elle bénéficiait d'une avance sensible sur tous ses concurrents, avance qu'elle conservera jusqu'en 1914. Le lieutenant-colonel prussien Meyer avait étudié dès 1860 les voies d'une invasion de la France dans un ouvrage intitulé « la France, ses défenses naturelles et artificielles » ; Schlieffen n'ignorait pas que les fortifications imaginées par Séré de Rivières, s'appuyant sur des lignes de force naturelles tenant compte des frontières nouvelles de la France, réduisaient à l'est le champ de bataille de l'assaillant potentiel à deux couloirs étroits dans lesquels les armées attaquantes seraient prises de flanc. Il décida, en conséquence, de modifier son plan d'invasion.

En cela, Schlieffen appliquait les principes définis par Clausewitz sur la valeur du terrain en stratégie, particulièrement dans le domaine de la défensive. Rompant avec les conceptions du XVIIIème siècle, Clausewitz avait en effet affirmé : « *...Il est tout à fait impossible de concevoir une opération de guerre, effectuée par une armée organisée, qui se déroule ailleurs qu'en un espace déterminé... (La connexion entre la guerre et le terrain) a une importance décisive du fait qu'elle modifie et va même parfois jusqu'à transformer totalement les effets de toutes les forces ; elle intéresse aussi bien les détails les plus minimes d'une localité que les plus vastes étendues du pays* ». Pour Clausewitz, l'importance du terrain en stratégie se manifeste surtout dans la défensive : « *La défensive sera toujours aidée par le terrain, qui lui assurera en général une supériorité naturelle... La décision doit être obtenue grâce à tel lieu* ».

② Avec l'arrivée du Comte Bülow à la Chancellerie d'Empire, Schlieffen eut donc le loisir de développer sa stratégie grandiose. Elle était caractérisée par le déploiement de forces considérables, jamais réunies auparavant, grâce à l'entrée en ligne des formations de réserve. Mais ce déploiement exigeait un front le plus large possible. D'où la nécessité de déborder hors des frontières trop étroites, soit au sud par la Suisse, soit au nord par la Belgique. La seconde hypothèse s'imposait sur la carte : c'était la route la plus courte pour Paris, et sans obstacle. L'axe de marche des armées était tracé à l'avance par les vallées de la Meuse, de la Sambre et de l'Oise. Le champ de bataille était choisi par l'Allemagne.

Schlieffen scinda ses armées en deux masses :

- Une gauche en position défensive, numériquement faible, de Verdun à Belfort, devant la barrière de Séré de Rivières, justement considérée comme un obstacle trop coûteux à forcer. En outre, l'Alsace-Lorraine lui apparaissait un secteur de défense facile : couvertes par des obstacles naturels, appuyées sur de solides positions fortifiées, des unités même peu nombreuses suffiraient.

- Le centre et l'aile droite, fer de lance de l'armée allemande, prendraient à revers la ligne de bataille française, la déborderaient et l'envelopperaient. Cette puissante masse offensive comprenait trois groupes d'armées, derrière lesquels se tenaient vingt-deux brigades de Landwehr pour assurer le service des arrières. Schlieffen avait érigé en principe que les grandes unités de combat ne devaient être affaiblies en aucune manière dans leur marche à la bataille. Ainsi, au total, soixante-trois divisions réaliseraient une conversion vers l'ouest en prenant Verdun comme pivot, puis se rabattant largement en direction du sud-ouest, elles repousseraient vers l'est les armées françaises prises à revers et les acculeraient sur la Meuse, la Moselle et le Jura où elles seraient encercleées et anéanties.

Schlieffen était persuadé qu'à tout moment, l'extrême aile gauche française serait débordée par l'aile marchante allemande, supérieure en nombre, et qu'elle ne pourrait pas s'étirer pour échapper à l'enveloppement. Dans l'ultime manoeuvre qui se déroulerait devant Paris, Schlieffen prélevait une quinzaine de divisions sur les soixante-trois qui composaient ses

forces ; franchissant la Seine inférieure, elles contourneraient Paris par l'ouest et le sud. La capitale française serait enfermée dans la nasse.

Une seule condition à la réussite de ce plan sans précédent dans l'histoire : la constitution intangible de l'aile marchante de la droite.

③ Schlieffen a donc parfaitement appliqué les principes définis par Clausewitz en ce qui concerne l'importance stratégique du terrain. Le choix d'une attaque par la Belgique, doublé de sa volonté de maintenir de façon intangible une supériorité numérique sur l'aile droite des armées attaquantes, paraît conforme aux idées du maître théoricien et à ses *lois d'action réciproque*.

En effet, Schlieffen a su évaluer la réaction des armées françaises sur le terrain choisi. Il a convenablement proportionné l'effort à leur force de résistance, aussi bien sur la partie orientale du front, en Lorraine et dans la haute Alsace, qu'à l'ouest pour l'aile marchante. L'échec sanglant essuyé par la France dans les combats menés au début de la guerre sur « le terrain de la revanche », en particulier à Morhange et à Rossignol, soulignent la justesse des vues du concepteur du plan allemand. De la même manière, la bataille de Charleroi peut s'analyser du point de vue français comme un Sedan qui a bien tourné, la Vème armée n'ayant échappé à l'encerclement que par l'effet de la clairvoyance du général Lanrezac et malgré les instructions données par l'état-major de Joffre.

Selon la thèse développée par Arden Buchholz dans un ouvrage paru en 1991, intitulé « *Moltke, Schlieffen and Prussian War Planning* », le plan Schlieffen serait pourtant entaché d'un vice congénital : l'insuffisance des lignes ferroviaires belges, qui interdirait le renforcement de l'aile droite des armées allemandes autant que Schlieffen l'aurait souhaité. Ce point de vue ne saurait être retenu. En effet, même amendé par Moltke, le plan Schlieffen a contraint l'armée française, dont on a rappelé la fascination pour l'offensive, à opérer une retraite stratégique jusqu'à la Marne. La preuve a été ainsi donnée que l'aile marchante, en dépit de son affaiblissement *initial* décidé pour le renforcement des armées de Lorraine et la défense de la Prusse orientale, a réussi à déborder l'adversaire bien au delà du territoire belge. En outre, Moltke ne s'est guère préoccupé de renforcer son aile droite dans l'exécution de sa manoeuvre ; à la différence de Joffre, il n'a pas veillé au « respect des équilibres », si bien que l'insuffisance des liaisons ferroviaires en Belgique ne l'a pas véritablement contrarié.

## **12 - Moltke a perverti la conception initiale du plan Schlieffen, avant de l'appliquer à contre-sens.**

### *a) Les inflexions apportées au stade de la conception.*

Pour éviter la perspective d'un abandon de la haute Alsace, Moltke décida en 1906, dès son arrivée à la tête de l'état-major général, de renforcer par un corps d'armée les brigades de Landwehr que Schlieffen avait affectées à ce secteur. Par ailleurs, instruit de l'inconsciente présomption d'offensive que les Français entendaient mener à outrance, Moltke chercha à faire mieux que Schlieffen en infligeant à l'armée française deux défaites concomitantes : en Belgique, comme Schlieffen l'avait prévu, et en Lorraine, ce qu'il n'avait pas osé envisager.

Ainsi, Moltke renforça l'aile gauche de l'armée allemande, créant en l'espèce les conditions d'une victoire tactique et d'une défaite stratégique. En effet, onze divisions de première ligne étaient enlevées à l'aile marchante, ramenée de sixante-trois à cinquante-deux divisions. Par là diminuaient d'autant ses chances de déborder l'aile gauche française. Au lieu

d'un objectif unique, Moltke s'en assignait deux dans des directions divergentes. Cette faiblesse se trouvait aggravée par l'absence de toute réserve stratégique. Schlieffen avait disposé, derrière sa masse offensive, huit corps d'ersatz prêts à intervenir en cas d'imprévu ou de crise. Moltke n'avait rien prévu.

Et lorsqu'il faudra passer du plan aux réalités, Moltke augmentera encore ses risques.

*b) Le plan Schlieffen en action, dans la version arrêtée par Moltke.*

Dans la mise en oeuvre du plan Schlieffen qu'il avait lui-même amendé, Moltke commit plusieurs erreurs : elles se révélèrent lourdes de conséquences. Accordant, par manque de caractère, une confiance excessive aux chefs d'armée, il leur permit de rétrécir peu à peu, au fur et à mesure de leur avancée sur le territoire français, le large mouvement d'enveloppement sur lequel se fondait la conception du plan allemand. Surtout, il dispersa ses forces et ne put réagir à temps, faute d'avoir développé une manoeuvre convenable du renseignement sur le théâtre d'opérations.

① Le redressement victorieux de l'armée allemande devant Liège en août 1914 donna à Moltke la conviction qu'il devait *faire une confiance supérieure aux exécutants* et ne pas les entraver dans leur initiative. Cette conduite, son oncle l'avait déjà adoptée en 1870, mais devant un adversaire passif. La leçon que Moltke le jeune tira de Liège explique, pour une part, son comportement à la Marne.

Selon ce principe, c'est à von Kluck qu'est finalement revenue la décision de pousser l'aile droite allemande vers la Marne par l'est de Paris. Ce qui a été critiqué comme un acte de désobéissance de la part du subordonné, reflète en réalité le retrait dans lequel se tenait Moltke et l'insuffisance des moyens dont il a disposé pour l'exécution de la décision contradictoire qu'il formalise le 27 août 1914. D'ailleurs, dans la soirée du 30 août, depuis son Q.G. de Luxembourg où il est installé dans des conditions inconfortables, Moltke approuve l'initiative prise par von Kluck, l'exécutant restant seul maître des opérations. Le 2 septembre, il adresse à von Kluck un radio célèbre lui prescrivant de refouler les Français vers le sud-est en les coupant de Paris ; le plan de Schlieffen était alors abandonné dans l'esprit de Moltke et von Kluck restait livré à sa seule inspiration.

*Le 17 août 1914 peut être considéré comme l'apogée du plan Schlieffen. Ensuite, trois faits précipiteront sa ruine :*

① *La défense héroïque des Belges sur la ligne de la Gette* : En effet, les Belges se sont dégagés de l'étreinte allemande sans trop de dommages et, dès le 19 août, ils avaient pris la direction du nord-ouest vers Anvers, se trouvant alors en attente stratégique sur les arrières et le flanc droit de l'aile marchante allemande. Pour masquer la place, von Kluck avait dû détacher deux corps de son dispositif : c'était un affaiblissement sensible de cette aile marchante, l'obsession de Schlieffen ; il intervenait juste avant que ne se joue l'action décisive.

② *La concentration inattendue des Anglais à Maubeuge* : Lord Kitchener, ministre de la Guerre, était l'un des rares hommes politiques de son temps à prédire que le conflit durerait plusieurs années et qu'il se concluerait à l'Ouest. La décision, concertée avec les Français, de concentrer à Maubeuge l'armée anglaise conduite par Sir John French, fut prise dès le 10 août et mise en oeuvre aussitôt. Le 23 août, trois corps allemands de la 1ère armée de von Kluck vinrent buter sur la ligne anglaise déployée entre la rive nord de la Sambre et le canal de Mons à Condé ; l'aile marchante allemande se trouvait prise en flanc alors qu'elle s'écoulait vers l'ouest, ignorante des positions anglaises. Les Britanniques firent payer cher à l'assaillant, surpris, une attaque improvisée et décousue.

③ *La clairvoyance du général Lanrezac, commandant de la Vème armée Française, à Charleroi* : Lanrezac était un adversaire de la doctrine de l'offensive sans restrictions, pourtant communément admise à cette époque. On se souvient de sa célèbre boutade, alors qu'il était professeur à l'école de guerre : « Les portes sont fermées ? Alors je vais vous parler de la défensive ».

Lanrezac avait senti que les Allemands opéreraient au nord et à l'ouest de la Meuse avec des masses considérables. Il finit par convaincre Joffre et son état-major de l'impérieuse nécessité de faire remonter la Vème armée vers le nord-ouest pour qu'elle opère sa jonction avec l'armée britannique, alors que le haut-commandement français ne voulait pas admettre la manœuvre de débordement ennemie ni l'importance de son aile marchante (28 corps d'armée). Ensuite, après les premiers revers, sentant que son armée, aventurée entre Sambre et Meuse, risquait d'être débordée, tournée à sa gauche et à sa droite pour peu qu'elle s'attardât dans le Borinage, il donna l'ordre de repli, acceptant ainsi par avance la disgrâce du G.Q.G. et sa condamnation, pour sauver la Vème armée. Lanrezac pensait que l'offensive prévue de la Vème armée n'était possible qu'à deux conditions : le rassemblement de tous ses corps et la liaison avec l'armée britannique, à l'ouest, et avec la IVème armée, à l'est. Il avait choisi de livrer une bataille défensive, considérant la puissance de sa ligne de défense au sud du Borinage ; il ne fut pas suivi par certains de ses chefs de corps qui s'engagèrent dans les fonds de la Sambre contrairement aux ordres donnés, ce qui coûta du sang à la France.

Lanrezac conduisit la retraite de la Vème armée jusqu'à la Marne avec maîtrise et sang-froid, mais le G.Q.G. ne lui pardonna jamais son ordre de repli à Charleroi.

② *Dans leur marche en avant destinée à bousculer les armées franco-anglaises, les Allemands rétrécissaient chaque jour le large mouvement de conversion vers l'ouest qu'avait exigé Schlieffen* : Bülow, toujours prudent et circonspect, serrait de plus en plus sur sa gauche et poussait médiocrement. De l'autre côté, la Vème armée française n'avait échappé à la catastrophe que par les dispositions habiles de son chef, et les Anglais firent échec à la supériorité numérique de von Kluck et à la fougue de sa poursuite grâce à leur valeur militaire, à l'entraînement des hommes et à leur endurance.

Devant Paris, l'aile droite s'est trouvée devant une impasse : soit déborder la capitale française par l'ouest vers la basse Seine, comme le prévoyait le plan Schlieffen, mais alors elle était contrainte d'étirer sa ligne entière au point que son centre, devenu fragile, serait exposé à être crevé, soit se rabattre par l'est, et présenter son flanc droit aux forces concentrées dans la garnison de Paris. Le 27 août, Moltke, pensant que l'armée française était en état de désagrégation, adresse aux commandants d'armée une directive qui s'en tient au mouvement débordant prévu par Schlieffen, mais l'assortit de restrictions qui en ruineront la portée, manifestant ainsi son indécision.

③ *Dans l'exécution du plan Schlieffen qu'il a lui-même amendé, Moltke a dispersé ses forces.*

Moltke a voulu se couvrir partout, être fort partout, ce qui est le contraire du bon sens.

① Sur l'aile droite des armées ont d'abord été prélevées des divisions d'ersatz afin de renforcer le front de Lorraine dont Schlieffen ne faisait pas de cas.

② *Pour se couvrir du côté du nord*, où Moltke redoutait toujours une contre-attaque anglo-belge partie d'Anvers, l'O.H.L. avait détaché le 3ème corps de réserve, prélevé sur la Ière armée. Ce corps avait été renforcé encore par le 9ème corps de réserve, jusqu'alors laissé sur les côtes du Schleswig-Holstein où avait été envisagée la possibilité d'un débarquement anglais. Sans doute, en pleine bataille de la Marne, la Direction Suprême tentera-t-elle de faire refluer une partie de ces unités vers les Ière et IIème armées ; mais les Belges montaient bonne garde et, aux premiers symptômes de retrait, le 9 septembre, ils

déclenchèrent d'Anvers une vigoureuse sortie : le corps et la division en marche sur la France reçurent l'ordre de rebrousser chemin.

③ *Pour le siège de Maubeuge*, il avait été jugé nécessaire d'enlever à Bülow un corps d'armée et une brigade mixte. Manifestement, c'était exagéré. De plus, toute une division de von Hausen avait été chargée d'investir Givet.

④ Dès le 17 août, le Grand-Duc Nicolas engageait deux armées contre la Prusse Orientale. Pour faire face, Moltke donna l'ordre de prélever sur le front ouest six corps d'armée : deux à l'aile marchante, deux au centre et deux aux armées de Lorraine. Les premiers succès enregistrés par les armées allemandes *sur le front est* permirent de réduire à deux le nombre des corps qui furent finalement embarqués. Malgré les victoires tactiques importantes qu'Hindenburg et Ludendorff remportèrent contre la Russie à Tannenberg et aux lacs de Mazurie, il reste que deux corps, retirés à la IIIème armée et à celle de Bülow, manquèrent cruellement sur la Marne.

⑤ Moltke avait prélevé à l'extrême droite, c'est-à-dire au point le plus sensible, une brigade laissée en garnison à *Bruxelles*. Elle a fait défaut au 4ème corps de réserve, celui-là même qui reçut, devant l'Ourcq, le coup de boutoir de la VIème armée française.

#### ④ *L'indigence du renseignement militaire, côté allemand.*

Si von Kluck choisit finalement de défiler devant Paris, c'est qu'il ne croyait pas à la présence d'une force militaire importante dans la capitale. Il n'avait pas un service de renseignements à la hauteur de la tâche. De plus, la 4ème division de cavalerie du corps von der Marwitz avait été anéantie lors d'un combat d'arrière-garde mené par les Anglais le 1er septembre, si bien que le 4ème corps de réserve, flanc-garde de la Ière armée, se trouva privé de sa force de reconnaissance et ne put percer à jour le secret de la préparation du mouvement de l'armée de Paris.

A l'opposé, les Français disposaient d'excellents moyens ; le réseau téléphonique, détruit au nord au fur et à mesure de la retraite, fonctionnait parfaitement au sud. Les Français ne pouvaient plus douter des intentions de von Kluck, le 3 septembre, après la mission de reconnaissance Lepic et les reconnaissances aériennes anglaises, le 31 août, et l'interception fortuite d'une estafette allemande, le 1er septembre. Les reconnaissances aériennes et terrestres effectuées à la demande de Gallieni le 4 septembre au matin lui ont permis d'arrêter judicieusement son dispositif et de recommander à Joffre une attaque de flanc au nord de la Marne, en direction de Meaux.

Côté allemand, une seule liaison rapide fonctionnait encore : la radio. Elle était fort imparfaite ; on n'y avait recours que pour les messages urgents et importants, mais les chiffrer et les déchiffrer constituait une perte de temps considérable, atteignant parfois vingt-quatre heures, ce qui enlevait toute valeur aux ordres transmis. Le haut-commandement allemand ne possédait qu'un récepteur ; la portée des appareils était si faible qu'il fallait installer des relais à des intervalles très rapprochés.

Moltke a assigné à von Kluck des missions contradictoires, par sa directive du 27 août et son radio du 2 septembre ; de plus, il a laissé son subordonné dans l'ignorance de la situation générale des armées allemandes, lui laissant croire que l'ennemi était partout battu de façon décisive. Dans ces conditions, la progression de la Ière armée vers le sud-est au-delà de la Marne ne constitue pas une « désobéissance » ; d'ailleurs, von Kluck sollicite par message l'O.H.L., le 4 septembre au matin, pour qu'il lui donne des éclaircissements sur la situation générale des armées allemandes. La directive de Moltke partie le soir-même ne lui apporte pas les précisions demandées ; aussi, dans l'ignorance où il est laissé de ce qui se passe à Paris, von Kluck suppose qu'il n'y a pas de forces importantes et décide de poursuivre jusqu'à la Seine. Le 5 septembre 1914, apprenant de Hentsch, l'émissaire de Moltke, la situation réelle des

combats sur l'ensemble du front, les officiers de la Ière armée marquent leur surprise et leur réprobation : « Si nous avions su, nous n'aurions certes pas dépassé la Marne ».

L'indigence allemande dans la transmission du renseignement était d'autant plus grande que les transports de troupes français d'est en ouest étaient ininterrompus depuis le 1er septembre.

Dans les combats que mena la VIème armée française, les 5 et 6 septembre, du côté de Saint-Souplets, contre le 4ème corps de réserve commandé par von Gronau, la mauvaise transmission du renseignement fut également déterminante en faveur des Français. Or, loin d'avoir surpris le corps allemand en flagrant délit de manoeuvre, ce fut au contraire à la VIème armée française d'être surprise, d'autant que ses divisions de réserve avaient été engagées sur un terrain malencontreux. L'affaire avait permis à von Gronau de tirer le signal d'alarme, mais son rapport ne parvint à la Ière armée qu'à minuit le 5 septembre et von Kluck ne modifia pas les ordres qu'il avait donnés deux heures auparavant. A l'échelon supérieur, celui des commandants d'armée, l'offensive d'ensemble déclenchée par les Français le 6 septembre fut néanmoins une surprise. Ce jour-là, ce n'est qu'à 20 heures que le chef du 3ème bureau de la IIIème armée avertit téléphoniquement l'O.H.L. qu'un ordre venait d'être trouvé sur le champ de bataille de Frignicourt : c'était l'ordre du jour de Joffre.

Ainsi, pour l'essentiel, la responsabilité de l'échec stratégique allemand en septembre 1914 incombe à Moltke. On ne peut reprocher à Schlieffen, dont le plan a été gauchi, de ne pas avoir conçu une manoeuvre habile et audacieuse, respectueuse des principales règles énoncées par Clausewitz. Pour autant, Schlieffen ne saurait être entièrement lavé de toute faute : marqué au coin de l'esprit de l'époque, son plan souffrait de deux lacunes qui peuvent s'analyser comme des entorses au respect des principes clausewitziens.

## **II - DEUX MANQUEMENTS DE SCHLIEFFEN A CLAUSEWITZ ONT FAIT PENCHER LE SORT DES ARMES EN DEFAVEUR DE L'ALLEMAGNE.**

### **21 - La conception de la manoeuvre présente une relation insuffisante aux fins politiques de la guerre.**

Au contraire de Jomini, Clausewitz se soucie constamment de relier la guerre à ses fins politiques. L'élaboration du plan doit toujours prendre en considération les fins, positives ou négatives, de la guerre ou de la campagne. La méconnaissance de cette règle conduit à des succès tactiques qui peuvent être également des échecs stratégiques. Or l'anéantissement de l'armée française, but poursuivi par Schlieffen avec le handicap d'une violation de la neutralité belge, ne pouvait fixer le sort ultime du conflit.

a) *Schlieffen, en ne reliant pas la guerre qu'il envisageait à la politique de l'empire allemand, a commis l'erreur de penser que le conflit serait court.*

Schlieffen croyait qu'il pouvait approfondir l'enseignement de Clausewitz par l'étude de l'histoire militaire. A partir d'un commentaire sur la bataille de Cannes qu'Hannibal livra aux Romains (avec 50.000 hommes, il avait réussi à encercler et à massacrer 100.000 soldats romains), Schlieffen se proposait de démontrer la valeur de sa stratégie. A partir de 1909, l'enseignement de Schlieffen s'imposa à tout ce qui comptait en Allemagne, et principalement à l'état-major.

Pourtant, Schlieffen avait fondé sa doctrine sur une idée fautive : la certitude d'une guerre courte. Cette erreur fut d'ailleurs, à l'époque, commune à tous. Même sur le terrain historique où il se plaçait, Schlieffen eût dû discerner que, pour destructive qu'elle fût sur le moment, la bataille de Cannes n'a pas eu d'effet décisif puisque la victoire finale est restée aux Romains. De même pour Napoléon : il avait, à plusieurs reprises, anéanti des armées supérieures à la sienne, vaincu, dispersé des coalitions, mais perdu la dernière bataille. Les batailles destructives ne peuvent donner la victoire que si l'on dispose de la supériorité constante du nombre et des moyens matériels. Il n'y a plus alors à rechercher la supériorité de la manoeuvre, à fignoler sur l'art militaire. Il suffit de laisser se dérouler le massacre en bouchant les trous inlassablement à coup de divisions. Le vainqueur, c'est le plus riche, s'il a la volonté de vaincre.

Pourtant, Schlieffen avait soupesé dans son plan chacune de ses unités et mesuré celles-ci à la réaction probable de l'adversaire ; il avait cadencé l'avance des troupes de l'empire allemand sur les territoires belge et français. Son plan devait se traduire en quelques semaines par l'anéantissement de l'armée française. Ce faisant, Schlieffen méconnaissait l'importance de la notion de territoire en n'y voyant qu'un théâtre d'opérations.

Or Clausewitz retenait trois limitations aux lois d'action réciproque qu'il avait édictées. Selon lui, « *la guerre ne consiste pas en un seul coup sans durée* » car toutes les forces ne peuvent être mises en oeuvre immédiatement. Parmi les forces qui interviennent à la guerre, « *le territoire est non seulement la source de toute force militaire proprement dite, mais fait aussi partie intégrante des facteurs agissant sur la guerre* ». Sont ainsi exprimées deux fonctions du territoire : espace de guerre, c'est-à-dire réservoir de puissance, et théâtre d'opérations. Schlieffen avait considéré que l'encercllement de Paris et l'anéantissement des armées de la France consacrerait -comme ce fut le cas en 1870- la victoire définitive de son pays. Ce déterminisme n'est pas avéré ; le conflit suivant se chargera de démontrer que, même si le plan Schlieffen avait été mené à bien, la France et ses alliés disposaient d'une réserve territoriale stratégique qui aurait prolongé la guerre.

Au-delà de cette insuffisance, l'erreur principale du stratège allemand fut de méconnaître les buts politiques de la guerre. Or, à en croire Clausewitz, la guerre appartient à l'entendement pur par sa nature subordonnée à la politique. Dès les premières pages de son traité, il affirme avec force que « *l'objectif politique, comme mobile initial de la guerre, fournira la mesure du but à atteindre par l'action militaire, autant que les efforts nécessaires* ».

Cet axiome suscite une très forte réticence de la part des militaires qui entendent rejeter toute immixtion de la politique dans leur sphère de compétence.

On doit observer que ce travers n'est pas propre à l'Allemagne. En France, le général Lewal l'exprimait très clairement au lendemain de la défaite de 1870. Cette conception prévaut encore en 1914, le gouvernement français s'effaçant totalement devant Joffre, surtout après le départ de Messimy et l'avènement de Millerand au ministère de la Guerre. Les excès commis lors du déclenchement des offensives de 1915 seront l'une des manifestations de l'indépendance totale dont bénéficie le chef des armées françaises. Du côté britannique, les

tendances sont les mêmes. French conçoit beaucoup d'amertume de l'intervention de Lord Kitchener, ministre de la Guerre, arrivé le 1er septembre à la conférence de Paris en uniforme de maréchal, « et prenant des airs de général en chef », pour lui enjoindre d'arrêter sa retraite, attitude qu'il tient pour une ingérence gouvernementale dans son commandement.

Cependant, c'est en Allemagne que les chefs militaires clament le plus haut leur foi dans le dogme de l'indépendance la plus entière par rapport au pouvoir politique. Ludendorff ira jusqu'à revendiquer un effacement total de ce dernier qui ne doit, selon lui, intervenir ni dans la conduite des opérations, ni même dans celle de la guerre. Dans le droit fil de la pensée de Schlieffen, Ludendorff s'appliquera à promouvoir un impérialisme de la stratégie qui, reléguant au second plan les exigences de la politique, contribuera d'une façon décisive à l'écroulement final de l'Allemagne. A en croire Ludendorff, dont la décision de lancer une guerre sous-marine à outrance, sans considération pour les neutres, provoquera l'entrée en guerre des Etats-Unis : « ...toutes les théories de von Clausewitz sont à remplacer. La guerre et la politique servent la conservation du peuple, mais la guerre reste la suprême expression de volonté de vie raciale. C'est pourquoi la politique doit servir la guerre ».

L'Histoire se chargera de donner raison à Clausewitz. La déviation de Schlieffen, reprise et amplifiée par Ludendorff, recevra une condamnation sans appel.

*b) La violation de la neutralité belge : elle porte en germe la mondialisation du conflit.*

Avant que Ludendorff n'applique ses conceptions sur la stratégie totale en déclenchant une lutte sous-marine à outrance, Schlieffen avait commis un péché de même nature en imaginant que son plan d'invasion ne pouvait s'affranchir de la violation de la souveraineté belge. Cet acte fut présenté de la façon suivante : les Allemands se dirent « contraints » de pénétrer en France « par la voie la plus rapide et la plus commode ». A la tribune du Reichstag, le chancelier Bethmann-Hollweg avait déclaré que « la nécessité ne connaît pas de loi », que la violation de la Belgique « était en contradiction avec le droit des gens », mais que « l'injustice » commise serait réparée dès que l'objectif militaire aurait été atteint.

L'ambassadeur britannique lui notifia sans attendre l'entrée en guerre de son pays si l'ordre d'invasion allemand n'était pas rétracté. Bethmann-Hollweg, cinquième chancelier de Guillaume II, s'étonna que l'Angleterre puisse envisager de frapper par derrière une nation amie et même apparentée, « pour un mot, un chiffon de papier ».

Les conditions brutales dans lesquelles l'Allemagne envahit la Belgique, le 4 août 1914, et le courage de la petite armée belge qui fait face autour de son roi, déterminèrent l'entrée en guerre rapide des Britanniques aux côtés des Français. Sous l'impulsion clairvoyante de Lord Kitchener, cette action se traduisit pour les Allemands par la mauvaise surprise de Maubeuge ; au-delà, elle donna un recul stratégique à l'Entente sur le front ouest.

Mais en Allemagne, l'axiome de la séparation entre le pouvoir et l'autorité militaire conduit au triomphe sans partage du paradigme militaire, au moins jusqu'en 1914. Le souci unique, même chez ceux qui, comme Schlieffen, se réclament de Clausewitz, est celui de la victoire sur le champ de bataille, sans considération pour les termes de la paix qui seront ensuite négociés par le pouvoir politique.

Sur ce point, les bouleversements contemporains, spécialement avec l'intervention du fait nucléaire, montreront combien Clausewitz avait vu juste. Schlieffen aurait été bien inspiré de tenir compte de la vérité première énoncée par le maître théoricien, à savoir la nécessaire dépendance de la stratégie à l'égard de la politique.

Cependant, on ne saurait faire porter à Schlieffen tout le poids de cette erreur : ce sont les indigences des politiques allemands à l'aube du XXème siècle qui expliquent, pour une bonne part, l'occultation des fins de la guerre dans la vision stratégique de Schlieffen. Les

faiblesses du chancelier Bethmann-Hollweg et les outrances de l'empereur Guillaume II pèseront d'un grand poids dans cette affaire. Or la politique ne peut se limiter aux fins, laissant la stratégie devenir une politique-en-acte ; la politique doit être agissante afin de faire contrepoids aux excès d'états-majors ou d'experts fascinés par leur propre domaine.

Bien sûr, ainsi que Clausewitz l'affirmait lui-même, la guerre est un duel où s'opposent deux adversaires seulement, les neutres faisant cercle. Cependant, en élevant au plan politique la question stratégique à laquelle il était confronté, Schlieffen aurait dû pressentir que le conflit à venir ne pouvait se résumer dans l'affrontement successif de l'Allemagne contre la France puis contre la Russie. Cette considération vaut d'autant plus si l'on considère, d'une part, le choix délibéré qui fut le sien d'une guerre d'anéantissement, et d'autre part, la politique britannique traditionnelle du maintien de l'équilibre sur le continent européen.

## 22 - Schlieffen a accordé une attention insuffisante à la valeur des chefs militaires.

A en croire Napoléon, les grands hommes échouent rarement dans leurs entreprises les plus périlleuses. Faut-il en déduire que l'insuccès du plan Schlieffen tient pour partie à la piètre qualité des chefs militaires qui ont été chargés de le mettre en oeuvre ? L'histoire enseigne que le manque de caractère manifesté par Moltke entre, pour une bonne part, dans les raisons des revers allemands sur la Marne.

Pour autant, Schlieffen ne peut être laissé entièrement à l'écart des difficultés nées de la valeur insuffisante de certains chefs militaires allemands ; en effet, il ne s'est guère préoccupé de mettre en place les hommes susceptibles d'emporter la décision et d'écarter les autres, ce que fit Joffre en arrivant à la tête de l'état-major général français.

*a) Schlieffen intronise Moltke, qui ne réforme pas le haut-commandement allemand, pourtant défectueux.*

Le colonel-général comte Helmut von Moltke devint chef de l'état-major général en 1906, sur le conseil donné à l'empereur Guillaume II par Schlieffen lui-même. A la différence de Schlieffen, Moltke n'était pas l'homme d'une seule pensée, moins encore d'une idée fixe. Sans doute le fait d'être le neveu de l'homme de guerre qui, de concert avec Bismarck, avait bâti l'Empire, lui avait indiqué sa voie sans retour possible. Schlieffen servait avec passion, Moltke avec abnégation.

Ce généralissime, qui commande à la plus forte mécanique de guerre que le monde ait connue jusqu'alors, manque de caractère. En particulier, le pessimisme foncier qui l'anime jusqu'à ce qu'il ait perdu, se double d'une amertume quasi désespérée. Enfin, dans la conduite des opérations, son état de santé pèse lourd : les premières atteintes du mal qui l'emporta se manifestent dès le printemps 1909, à la suite d'une inflammation rénale qui, aggravée, entraîne une artério-sclérose généralisée et une dégénérescence chronique des muscles du coeur. Ce mal explique le tour pessimiste de l'esprit de Moltke qui aboutit, en pleine crise, à un véritable collapsus moral et à une indifférence stupéfiante devant la défaite.

La bataille de la Marne l'acheva. Il ne put retrouver son équilibre et fut écarté des opérations dès le 3 novembre parce qu'il était incapable de faire face à ses responsabilités. Il mourut le 18 juin 1916.

Comment Moltke, que rongait déjà la maladie, eût-il dirigé ses armées quand il avait perdu la faculté de diriger sa propre conduite ? Cornelli Barnett dira de lui que « *le 8 septembre, à l'apogée de la crise, il était parvenu au stade où les terreurs montent dans la gorge comme un vomissement* ».

De manière plus générale, les responsables allemands étaient atteints à des degrés divers par des maladies graves, ce qui influença leur comportement pendant les phases

décisives de la bataille de la Marne. Hentsch, l'émissaire de Moltke auprès des chefs d'armée, souffrait du foie et mourra quelques mois plus tard. Bülow, le commandant de la IIème armée, était atteint d'artériosclérose et la sénilité le marquait prématurément, à l'âge de soixante-huit ans. Il allait de lui-même renoncer, quelques mois plus tard, à un commandement hors de ses moyens. Quant au lieutenant-général von Lauenstein, son chef d'état-major, ce n'était guère mieux : il avait dû s'aliter à plusieurs reprises au cours de la bataille. Atteint d'une hypertrophie de la thyroïde, il se soutenait à coup de stimulants.

Quel cours eussent suivi les choses si l'ancien quartier-maître de cette IIème armée, Ludendorff, n'avait été expédié le 23 août sur le front de l'est pour sauver la Prusse orientale ?

*b) Von Kluck mis à part, Clausewitz eût tranché en faveur des chefs militaires français.*

L'élément central de toute stratégie demeure la volonté et la capacité du chef. Bien entendu, son action reste conditionnée par le rapport de forces ; de même, la supériorité technique peut pallier l'infériorité du nombre, mais les capacités du chef ne sont pas pour autant annihilées. Clausewitz estimait que Napoléon n'avait aucune chance de vaincre en 1814 parce que le rapport de forces était par trop défavorable. Reconnaissant au passage les qualités et même le génie de ce grand général, il précisait que cette défaite annoncée valait *même* s'agissant de Napoléon.

Ainsi, Clausewitz eût recommandé à Schlieffen de mettre toutes les chances du côté de l'Allemagne en s'employant à désigner des chefs militaires valeureux. Non pas que l'adversaire se distinguât par un génie évident : les franco-anglais souffrirent des excès et des insuffisances de leur commandement. Seulement, de façon globale, la qualité des chefs militaires était meilleure dans le camp français.

En particulier, Joffre a joué un rôle majeur dans l'échec du plan allemand en raison même de sa personnalité. C'est au cours de la période critique du repli des armées franco-anglaises jusqu'à la Marne que s'est exprimé son mérite d'avoir « veillé sur les ensembles », d'avoir maintenu la cohésion de la masse de ses armées. Il a porté l'armée française à bout de bras du 23 août au 5 septembre 1914. D'un tel effort sans doute était-il le seul capable. Napoléon soutenait que lorsqu'une armée a éprouvé des défaites, la manière de réunir ses détachements et de prendre l'offensive est l'opération la plus délicate de la guerre, celle qui exige le plus, de la part du général, la profonde connaissance des principes de l'art.

Par ailleurs, Joffre a eu de la chance dans le choix des hommes : Franchet d'Espérey pour la Vème armée (après Lanrezac), Maunoury pour la VIème, Foch pour la IXème, Sarrail pour la IIIème, et même un obscur officier de cavalerie, du nom de Weygand, à la tête de l'état-major de Foch.

Le 25 août 1914, Joffre était un général battu. Mais, selon le mot de Weygand, « il s'est fièrement rattrapé ». Aucun génie dans cette bataille de la Marne ; cependant, une admirable conjonction, avec la fortune, de bon sens, d'équilibre mental et physique, une impassibilité, surtout, dont il existe peu d'exemples. Sous son épaisse enveloppe, Joffre réalise le mot de Napoléon : « *la première qualité du chef, c'est la tête froide* ». Alors que les milieux politiques croyaient nécessaire de satisfaire l'opinion publique en lui livrant des « responsables », le président du Conseil, Viviani, vitupérait le 25 août contre le généralissime : « Joffre est un idiot et un incapable! Révoquez-le sur l'heure! ». Il fallait garder son calme pour livrer la bataille principale dans de telles circonstances. « Le gros finaud », comme l'appela Gallieni, sut se concilier les bonnes grâces de Millerand, nouveau ministre de la Guerre, après l'éviction de Messimy. Le 5 septembre, à Vaux-le-Pénil, il fut sobre, pathétique, irrésistible pour convaincre Sir John French, chef des troupes anglaises, de reprendre l'offensive.

Enfin, Joffre a su s'adapter aux réalités. Contre l'avis de son aide-major général, Berthelot, il a senti dès le 25 août 1914 que le salut de l'armée française tenait à une

manoeuvre sur l'aile extérieure des Allemands alors que son idée, jusque là, avait été l'offensive sur l'aile intérieure des armées marchantes de l'ennemi. L'instruction générale n°2, signée ce jour-là, en atteste, même si le mérite revient à Gallieni d'avoir tracé le schéma initial de la Marne, renforcé le dispositif parisien autour de la VIème armée et surmonté les derniers griefs du généralissime.

Ainsi, dans la mise en application du plan Schlieffen, l'affrontement des volontés et la supériorité du caractère ont joué un rôle déterminant en faveur des franco-anglais.

Pourquoi Schlieffen ne s'est-il pas intéressé davantage au cadre dans lequel son plan allait être mis en oeuvre, c'est-à-dire à la place de la manoeuvre stratégique envisagée par rapport aux buts de la guerre, et à la qualité des chefs militaires placés à la tête des armées ? La réponse à cette interrogation n'est pas évidente. Une chose est sûre : en n'observant pas sur ces deux points les règles énoncées par Clausewitz, Schlieffen a fait pencher le sort des armes contre l'Allemagne, dans une partie qui s'est avérée très serrée. Telle est la part de responsabilité qui incombe à cet éminent stratège.

Mais Schlieffen aurait-il pu agir autrement, dans le contexte de l'époque ? Clausewitz lui-même n'a-t-il pas conduit l'Allemagne à la défaite de la Marne en inspirant aux militaires allemands une aversion profonde à l'égard de la France et même, à travers l'idéologie qui perce sous ses théories, une véritable « philosophie de la violence », ainsi que l'ont prétendu certains commentateurs ?

### **III - CLAUSEWITZ N'EST PAS L'AUTEUR D'UNE « PHILOSOPHIE DE LA VIOLENCE » QUI AURAIT INSPIRE SCHLIEFFEN.**

Clausewitz a entretenu une haine farouche contre les Français, sans doute en rapport avec le temps de captivité auquel il a été soumis après la bataille d'Auerstaedt, en 1806. Directeur de la Kriegsakademie de 1818 à 1830, auteur d'un traité devenu référence constante et obligée, Clausewitz est aussi un vrai prussien. Qui, mieux que lui, aurait pu apporter une caution théorique incontestable sur la science et l'art militaire à des hommes comme Moltke l'ancien ou Schlieffen ?

Dès lors, certains auteurs ont vu dans l'oeuvre de Clausewitz une apologie de la violence implacable, un traité philosophique où les fins justifient la plus extrême violence.

Ce procès paraît à présent injustifié, d'une part en raison de l'exploitation qui a été longtemps faite de l'oeuvre de Clausewitz à des fins partisans, et d'autre part, parce que Clausewitz s'emploie à décrire des schémas théoriques qui ne sauraient être appliqués sans précautions.

### 31 - L'oeuvre de Clausewitz a été utilisée à des fins partisans.

a) *Clausewitz, stratégeste adulé en Allemagne et respecté en France, était revendiqué par les deux militarismes, le français et l'allemand.*

Dans la réalité, le militarisme allemand différait à peine du militarisme français à l'approche de la première guerre mondiale. Avec les nuances résultant des psychologies gauloise et germane, le militarisme reproduisait, des deux côtés du Rhin, des défauts et des qualités identiques. Difficile, même, de trouver en Europe deux armées plus proches. Les différences provenaient du tempérament, le Français guerrier, l'Allemand militaire. Cette différence expliquera presque à elle seule le déroulement de la guerre et le sort des batailles. Celle de la Marne fut la victoire du guerrier sur le militaire.

Rien n'empêchait les officiers allemands roturiers d'accéder aux plus hauts grades. Le général von Kluck, qui a commandé la Ière armée à la Marne, était le fils d'un architecte de Munster. Il avait été anobli en 1909 par Guillaume II suivant une pratique qui n'était pas exceptionnelle. Ludendorff était le fils d'un commerçant de Posen. Nombreux étaient ces officiers de haut mérite sortis de milieux bourgeois, voire modestes.

Le militarisme allemand, considéré en France comme un modèle d'organisation quasi-infaillible, présentait des imperfections : manque de sens critique, même à l'échelon supérieur, défaut de liaison entre les services, incapacité des exécutants à sortir d'une fausse situation, flottement dans les cas imprévus.

A partir des années 1860, la réputation de Clausewitz commence à s'affirmer en Prusse, surtout pour des raisons nationalistes. *Vom Kriege* est préfacé en Allemagne par le grand chef du moment et l'autorité de Clausewitz s'étend, quoique de façon inégale, au monde entier.

En France, pays pourtant victime de l'Allemagne et adversaire désigné en cas de nouveau conflit, on assiste à une véritable vogue de la pensée clausewitzienne entre 1880 et 1905. *Vom Kriege* est traduit dans son intégralité ; Clausewitz est étudié à l'école de guerre.

En Allemagne même, la caste des officiers retient de manière sélective les enseignements du maître théoricien. En particulier, le principe du primat de la politique sur la stratégie et l'axiome de la supériorité de la défensive sont rejetés ou ignorés. Les lecteurs de *Vom Kriege* cherchent dans cet ouvrage des arguments à l'appui de leurs propres thèses sur la bataille décisive.

Peu à peu, on a vu dans Clausewitz un homme de doctrine sur lequel s'appuient officiellement les acteurs du pangermanisme. Alors que la pensée de Clausewitz est infiniment plus complexe que ce qu'en ont dit les auteurs à la fin du XIXème siècle, l'impression qui demeure, jusqu'à ce que Raymond Aron réhabilite Clausewitz, est celle d'un idéologue de la violence pure.

b) *Clausewitz suspecté d'être l'auteur d'une « philosophie de la violence ».*

Dans leur ouvrage intitulé « Histoire véridique de la Grande Guerre », paru en 1968, Jacques Isorni et Louis Cadars voient dans le maître théoricien un dangereux idéologue : « *Au lendemain de ses victoires de 1866 et de 1870, l'Allemagne connut l'enivrement de la réussite. Dans ce contexte, la « philosophie de la violence » que Clausewitz prétendait tirer de l'histoire napoléonienne a exercé une influence sur les idées et la politique, non seulement en Allemagne mais dans toute l'Europe* ».

La dimension philosophique de l'oeuvre de Clausewitz a d'ailleurs été perçue par plusieurs de ses commentateurs. Le commandant Mordacq disait au début du XXème siècle : « *ce que Clausewitz poursuit avant tout, c'est la philosophie de la grande guerre* ». En 1935, Walter Schering a intitulé son grand livre *Die Kriegsphilosophie von Clausewitz*. De fait, la pensée du maître théoricien se traduit par un haut degré d'abstraction, ce qui l'a conduite à n'être pas toujours comprise.

Pour certains auteurs, cette philosophie est à l'origine de l'idée d'anéantissement de l'adversaire, qui fonde le plan Schlieffen. La guerre moderne exigerait la mise en oeuvre d'un mécanisme d'une précision rigoureuse ; le plan d'opérations, préambule obligé de toute campagne, prévoit le développement de grandes masses intervenant à l'endroit le plus faible du dispositif adverse pour l'anéantir d'un seul coup. Vaincra celui qui aura imposé son champ de bataille à l'adversaire, qui l'y aura amené en quelque sorte malgré lui, comme troupeau à l'abattoir.

Clausewitz n'a-t-il pas écrit : « *La destruction des forces ennemies apparaît toujours comme le moyen supérieur et le plus efficace devant lequel tous les autres doivent s'effacer* » ?

Cependant, l'historien Hans Delbrück avait popularisé dès les années 1880 la distinction entre stratégie d'anéantissement et stratégie d'usure. Il s'était appuyé pour ce faire sur l'avertissement placé par la veuve de Clausewitz en tête de *Vom Kriege*, selon lequel le maître théoricien s'apprêtait à refondre l'ensemble de son traité en distinguant nettement deux formes de guerre. Clausewitz lui-même avait suggéré la distinction en évoquant un genre de guerre dans lequel il suffit de quelques conquêtes aux frontières du pays, lorsqu'il s'agit de fatiguer son adversaire par une série de coups de détail.

Ainsi, seule une lecture partielle pouvait faire de Clausewitz le chantre de la stratégie d'anéantissement. En Allemagne, dans les années qui précèdent et préparent la première guerre mondiale, les plus grands noms de la pensée stratégique et les chefs militaires, à l'instar de Schlieffen, ne peuvent accepter le concept de stratégie d'usure ; ils le disqualifient comme une forme inférieure par rapport à l'archétype napoléonien qui a inspiré la stratégie d'anéantissement.

### **32 - Clausewitz n'a défini qu'une théorie, et il l'a étayée avec précaution sur l'histoire.**

Le passage de la théorie à la pratique, de la science stratégique à l'art de la guerre, est une alchimie délicate dans laquelle l'intuition et la bonne fortune jouent un rôle important.

#### *a) Du danger des théoriciens d'être mal compris.*

Comme l'a écrit Clausewitz : « *La théorie est là bien plus pour former le praticien, pour lui faire le jugement, que pour lui servir d'indispensable soutien à chaque pas que nécessite l'accomplissement de sa tâche* ». Ainsi, Clausewitz n'a eu pour ambition que de dégager les règles de la stratégie, laissant aux hommes d'action le soin de les appliquer avec discernement. Schlieffen, qui ne pouvait l'ignorer, a d'ailleurs interprété Clausewitz avec bonheur dans la plupart des cas, sachant qu'il lui appartenait de s'écarter des principes définis par le maître si la situation particulière le justifiait, et de le faire alors en toute connaissance de cause.

L'affaire de la Marne soulève en outre une difficulté d'ordre méthodologique. La méthode historique retenue par Clausewitz pour établir ses principes comme par Schlieffen pour les développer, ne tendrait-elle pas à accréditer la thèse selon laquelle la stratégie serait

un savoir relatif, à géométrie variable en fonction de la base historique dont on veut bien disposer ? En Allemagne, Moltke l'ancien avait d'ailleurs revendiqué ouvertement une histoire « politiquement correcte », sauvegardant le prestige des armées de l'empire, fût-ce contre la vérité des faits.

Schlieffen s'est ostensiblement appuyé sur la bataille de Cannes pour étayer les vues stratégiques qu'il livra à la revue militaire *Vierteljahrshefte für Truppenführung und Heereskunde*. D'après Guglielmo Ferrero, Schlieffen aurait pris son inspiration non pas dans la bataille d'Hannibal mais dans celle d'Adoua, qui a opposé les Italiens aux Abyssins en 1896. Quoi qu'il en soit, Schlieffen lui-même déclarait en 1910 que toutes les opérations militaires avaient été profitables à son étude, « depuis le duel de Caïn et Abel jusqu'à l'assaut des couvents de Lisbonne par des révolutionnaires, dont les journaux de ce jour nous apportent la nouvelle ». De son côté, Clausewitz avait pris conscience de la difficulté de méthode qui se présentait et il avait tenu à mettre en garde ses lecteurs : « ...trois ou quatre exemples tirés des pays et des temps les plus éloignés...troublent et égarent le jugement sans avoir par eux-mêmes la moindre force démonstrative ».

Dans ces conditions, quelle portée accorder à des principes théoriques assis sur l'observation de situations particulières, nécessairement limitées ? Faut-il même avoir une connaissance de la pratique pour se livrer à la théorie ? Clausewitz avait conscience que pourrait sortir de son livre ce qu'il appelait lui-même une « révolution de la théorie » ; pour autant, il prêchait la prudence, recommandant aux théoriciens de méditer le sujet pendant de longues années en faisant toujours le rapprochement avec l'histoire militaire. Telle fut, malgré tout, la démarche suivie par Schlieffen.

Herbert Rosinski a souligné avec clarté les risques qu'encourait Clausewitz. Parce que Clausewitz s'est donné le dessein de découvrir, derrière les faits, les tendances profondes qui les déterminent, de décrire la guerre non pas telle qu'elle est mais telle qu'elle doit être, il s'est mis en grand danger d'être mal compris.

#### b) *Le rôle de l'intuition et de la bonne fortune.*

Une raison supplémentaire de ne pas déduire hâtivement de l'échec allemand à la Marne l'hétérodoxie du plan Schlieffen est à rechercher dans le rôle que l'intuition et la bonne fortune jouent dans une matière aussi complexe que la guerre. La conciliation de toutes les exigences à satisfaire par le stratège fait de la stratégie un art, c'est-à-dire, selon Clausewitz, « l'habileté à extraire d'une multitude infinie d'objets et de circonstances, par un jugement instinctif, le plus important et le plus décisif ». Schlieffen, qui avait maintes fois pesé et soupesé le rapport de forces à établir avec l'adversaire de l'Allemagne sur les différents fronts, avait la hantise que son dispositif soit révisé par ses successeurs ou que ses calculs soient faussés par l'effet d'un coup du hasard. On raconte que, dans les rôles de l'agonie, il répétait : « L'aile droite ! Mon aile droite ! Renforcez l'aile droite ».

Clausewitz lui-même avait averti : « Aucune activité humaine ne dépend si complètement et si universellement du hasard que la guerre...Il reste toujours une marge pour l'accidentel, aussi bien dans les plus grandes choses que dans les petites ». C'est pourquoi Schlieffen fut bien avisé de prévoir une réserve stratégique sur le front ouest, pour le cas où son aile marchante se trouverait ralentie ou mise en danger par un événement imprévu. Cette sage précaution ne garantissait pas pour autant le succès de son plan, tant sont nombreux les aléas qui peuvent perturber une telle entreprise.

### Conclusion :

Le plan imaginé par Schlieffen, dans sa version de 1905, n'a pas été mis en application au cours de la phase initiale de la première guerre mondiale, celle qui a mené les adversaires jusqu'à la bataille de la Marne. En effet, les amendements apportés par Moltke au stade de la conception et les erreurs commises par ce dernier dans la mise en acte de la savante manoeuvre exonèrent Schlieffen, pour une large part, des reproches qui lui ont été adressés.

Cette levée de responsabilités connaît cependant des atténuations, dans la mesure où le plan de Schlieffen s'est inscrit à l'encontre des principes définis par Clausewitz sur deux points : Schlieffen, qui pensait que le conflit serait de courte durée, avait perdu de vue la subordination de la manoeuvre stratégique aux fins de la guerre ; il a manifesté un souci insuffisant de l'aptitude des chefs militaires appelés à appliquer sa stratégie.

On ne peut pas davantage reprocher à Clausewitz d'avoir inspiré à Schlieffen une « philosophie de la violence » qui aurait conduit l'Allemagne à mener jusqu'à la Marne et au-delà, un combat d'anéantissement sans issue. Si, à cette époque, les esprits inclinaient à exploiter l'oeuvre et le nom de Clausewitz à des fins partisans, avec le recul, ce théoricien émérite ne saurait être confondu avec le doctrinaire officiel du militarisme allemand que d'aucuns voient parfois en lui.

Enfin, la conformité du plan Schlieffen aux règles énoncées par Clausewitz trouve ses limites dans la nature théorique de l'enseignement du maître et dans la difficulté qu'éprouvent les hommes d'action à mettre en pratique une matière qui doit être considérée aussi comme un art.